



Rebonds

Economiques

Le coût amer du café

Par Philippe Martin

lundi 03 mai 2004

Philippe Martin est professeur à Paris-I et chercheur au Centre d'enseignement de recherches et d'analyses socio-économiques (Ceras-CNRS).

L'actualité nous présente deux manières assez différentes de rendre les règles du jeu du commerce international plus favorables aux pays en voie de développement : l'une concrète mais limitée, l'autre plus incertaine mais potentiellement plus importante. La première est à l'honneur depuis le 1er mai, premier jour de la Quinzaine du commerce équitable, dont l'un des buts est d'augmenter les prix payés aux petits producteurs du tiers-monde. Dans le cas du café, ces prix n'ont jamais été aussi bas depuis trente ans. C'est le fait d'une offre croissante, surtout du Brésil et du Vietnam, face à une demande stagnante. De plus, la part du prix final qui revient aux producteurs a fortement baissé depuis 1995. Dans les années 80, les pays producteurs de café recevaient environ 30 % des revenus des ventes. Aujourd'hui, cette part est tombée à 7 %. Et les producteurs eux-mêmes perçoivent 90 % à 50 % de ce montant. Une raison de ce partage plus inégal de la valeur ajoutée est le développement des cafés «gourmets» (les frapuccino et autres mokas vanille) très onéreux. En soi, ce phénomène ne pénalise pas les producteurs. Ce n'est pas le cas de la concentration croissante des négociants et des torréfacteurs, qui pratiquent des marges bien supérieures à celles des autres secteurs alimentaires. Face aux petits producteurs sans pouvoir de marché, cinq torréfacteurs dominent plus de 50 % du marché mondial. Ce sont ces intermédiaires que le commerce équitable entend court-circuiter afin de rétablir les marges des petits producteurs. Les économistes se sont montrés sceptiques sur les mécanismes du commerce équitable. Les prix élevés (environ le double du prix de marché) risquent d'inciter les producteurs à rester dans la production de café en exacerbant les risques de surproduction au lieu de rechercher des solutions de rechange. Cette critique serait justifiée si le prix élevé provenait artificiellement d'une subvention gouvernementale, comme dans le cas des politiques agricoles des pays industrialisés. Mais, dans le cas du commerce équitable, le prix élevé payé aux producteurs tient à l'absence de marges d'intermédiaires et à la demande spécifique d'un produit perçu par les consommateurs comme différent. A cet égard, le commerce équitable est une stratégie intelligente de différenciation : les consommateurs achètent, en plus du café lui-même, l'assurance d'un contenu éthique, social et environnemental. D'où l'importance du coûteux processus de certification. D'où aussi la nécessité que le commerce équitable soit organisé par des associations à but non lucratif comme Max Havelaar. Des entreprises privées à but lucratif assurant qu'elles ne cherchent pas à détourner les critères rigoureux du commerce équitable seraient moins crédibles, puisqu'elles auraient intérêt à tricher.

Dans la plupart des pays industrialisés, le café issu du commerce équitable représente moins de 2 % du marché, un peu plus aux Pays-Bas ou en Suisse. Il touche plus de 600 000 petits producteurs, sur un total d'environ 25 millions. C'est le seul segment du marché en forte augmentation, avec une croissance moyenne de 8 % par an depuis cinq ans. Ce marché peut encore se développer, surtout en France, mais il ne se transformera pas en marché de masse. Il y perdrait son statut spécial et donc son aptitude à faire payer des prix plus élevés. L'actualité de la semaine a mis en lumière une autre stratégie visant à rendre les règles du commerce international plus favorables aux pays en développement. A la suite d'une plainte du Brésil, un rapport de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) condamne, pour la première fois, les subventions américaines versées à 25 000 producteurs de coton, riches pour la plupart. Supérieures à 3 milliards de dollars par an, elles ont eu pour effet une forte hausse des exportations américaines, passées de 20 % des exportations mondiales en 1999 à 40 % cette année situation d'autant plus absurde que les coûts de production américains sont parmi les plus élevés. La baisse du prix mondial qui a suivi a affecté le plus

durement les pays de l'Afrique de l'Ouest, très dépendants des exportations de coton. Le refus américain de supprimer ces subventions avait été une des raisons du fiasco de l'OMC à Cancun en septembre 2003. Les pays en développement vont peut-être obtenir, grâce au droit international, ce qu'ils n'ont pu obtenir par la négociation. Mais cela prendra du temps car les Etats-Unis feront appel de toutes les décisions les condamnant. La prochaine cible, et il faut s'en réjouir à la fois pour les producteurs du tiers-monde et pour les consommateurs européens, devrait logiquement être les subventions européennes de la politique agricole commune. La France, Chirac en tête, continue à faire le grand écart. Elle est en effet le principal obstacle à une réforme des absurdes subventions agricoles européennes et continue de se présenter comme le défenseur des intérêts économiques du tiers-monde. L'hypocrisie n'échappe plus à personne. Le gouvernement soutient le développement du commerce équitable en France, ce qui ne lui coûte pas grand-chose. C'est bien, mais le vrai courage politique serait de réformer les subventions agricoles.

© Libération